

Art. 12. À l'article 25 de l'arrêté royal du 12 mai 2014 accordant au membre du personnel contractuel du Service de médiation de l'Énergie le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, entre les alinéas 7 et 8, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Toutefois, lorsque le membre du personnel prouve qu'il a perçu de bonne foi des allocations auxquelles il n'avait pas droit, la récupération est, en tous cas, limitée aux cent cinquante derniers jours d'indemnisation induite. Cette limitation n'est pas applicable en cas de cumul avec une prestation accordée en vertu d'un régime de sécurité sociale."

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2019.

Art. 14. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a la Justice, chargé de la Régie des bâtiments dans ses attributions, le ministre qui a les Finances et la Coopération au développement dans ses attributions, le ministre qui a l'Énergie dans ses attributions, le ministre qui a la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale dans ses attributions, le ministre qui a la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges dans ses attributions, le ministre qui a les Télécommunications et la Poste dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
W. BEKE

Le Ministre de la Justice,
chargé de la Régie des bâtiments,
K. GEENS

Le Ministre des Finances et
de la Coopération au développement,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Énergie,
M. C. MARGHEM

Le Ministre de la Fonction publique,
chargée de la Loterie nationale,
S. WILMES

Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et
de la Société nationale des chemins de fer belges,
Fr. BELLOT

Le Ministre des Télécommunications et de la Poste,
P. DE BACKER

Art. 12. In artikel 25 van het koninklijk besluit van 12 mei 2014 houdende toekenning aan de contractuele personeelsleden van de Ombudsdienst voor Énergie van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid, wordt tussen het zevende en het achtste lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer het personeelslid evenwel bewijst dat hij te goeder trouw uitkeringen ontvangen heeft waarop hij geen recht had, wordt in elk geval de terugvordering beperkt tot de laatste honderdvijftig dagen van onverschuldigde toekenning. Deze beperking wordt niet in acht genomen in geval van cumulatie met een prestatie toegekend krachtens een regeling van sociale zekerheid."

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2019.

Art. 14. De minister bevoegd voor Werk, de minister bevoegd voor Justitie, belast met de Regie der gebouwen, de minister bevoegd voor Financiën en Ontwikkelingssamenwerking, de minister bevoegd voor Energie, de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij, de minister bevoegd voor Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, de minister bevoegd voor Telecommunicatie en Post, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
W. BEKE

De Minister van Justitie,
belast met de Regie der gebouwen,
K. GEENS

De Minister van Financiën en
Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE CROO

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

De Minister van Ambtenarenzaken,
belast met de Nationale Loterij,
S. WILMES

De Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en
de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen,
Fr. BELLOT

De Minister van Telecommunicatie en Post,
P. DE BACKER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2019/203246]

18 JUILLET 2019. — Arrêté royal relatif au cumul des allocations d'interruption avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant les dispositions sociales, les articles 100, alinéa 3, 102, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et 103^{quater};

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2019/203246]

18 JULI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de cumulatie van onderbrekingsuitkeringen en de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van vermindering van de arbeidsprestaties

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, de artikelen 100, derde lid, 102, § 1, derde lid, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en 103^{quater};

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 2002 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2009 accordant au personnel de la Coopération technique belge le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 2013 accordant au personnel de la Cellule de Traitement des Informations financières le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 accordant le droit au congé parental et au congé pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade à certains travailleurs;

Vu l'arrêté royal du 12 mai 2014 accordant au membre du personnel contractuel du Service de médiation de l'Energie le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée, conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 28 novembre 2018;

Vu l'accord de la Ministre du Budget donné le 3 décembre 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National de l'Emploi donné le 17 janvier 2019;

Vu l'avis n° 82 du 3 avril 2019 de la Commission Entreprises publiques;

Vu le protocole n° 219/2 du 24 avril 2019 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis n° 66.266/1 du Conseil d'Etat, donné le 21 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, du Ministre de la Justice, du Ministre de la Coopération au développement, de la Ministre de l'Energie, de la Ministre de la Fonction publique, du Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, du Ministre des Télécommunications et de la Poste, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 14 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, modifié par les arrêtés royaux des 21 décembre 1992, 14 mars 1996, 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail prévue à l'article 7. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 2. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1992, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 14, alinéa 2 ou 3".

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 2002 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van de overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bestuursautonomie verkregen hebben;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2009 houdende toekenning aan de personeelsleden van de Belgische Technische Coöperatie van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 2013 houdende toekenning aan de personeelsleden van de Cel voor Financiële Informatieverwerking van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 houdende toekenning van het recht op ouderschapsverlof en verlof voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid aan bepaalde werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 2014 houdende toekenning aan de contractuele personeelsleden van de Ombudsdienst voor Energie van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 28 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 82 van 3 april 2019 van het Comité Overheidsbedrijven;

Gelet op het protocol nr. 219/2 van 24 april 2019 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies nr. 66.266/1 van de Raad van State, gegeven op 21 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk, de Minister van Justitie, de Minister van Ontwikkelingssamenwerking, de Minister van Energie, de Minister van Ambtenarenzaken, de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, de Minister van Telecommunicatie en Post, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 december 1992, 14 maart 1996, 19 december 2014 en 6 december 2018, wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties bepaald in artikel 7. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 2. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 december 1992, worden in het eerste lid de woorden "of meer dan 1 jaar zelfstandige activiteit telt" vervangen door de woorden "of langer een zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 14, tweede of derde lid".

Art. 3. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, remplacé par l'arrêté royal du 4 juin 1999 et modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, entre les alinéas 3 et 4, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 d'un emploi à temps plein."

Art. 4. Dans l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 juin 1999, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3 ou 4."

Art. 5. Dans l'article 122 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o au paragraphe 1^{er}, entre les alinéas 1^{er} et 2, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 d'un emploi à temps plein."

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots ", vingt-quatre ou soixante" sont insérés entre les mots "douze" et "mois", et les mots ", tel que visé au § 1^{er}, alinéa 2." sont insérés après les mots "d'activité indépendante".

Art. 6. Dans l'article 123, à l'alinéa 2, les mots "12 mois" sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 23 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, entre les alinéas 1^{er} et 2, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 de la durée des prestations normalement imposées;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 de la durée des prestations normalement imposées."

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "où il compte plus de douze mois d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "où il exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base du § 1^{er}, alinéa 1^{er} ou 2."

Art. 3. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 2014 en 6 december 2018, wordt tussen het derde en vierde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van een voltijdse betrekking."

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999, worden in het eerste lid de woorden "of meer dan 1 jaar zelfstandige activiteit telt" vervangen door de woorden "of langer een zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 6, § 1, derde of vierde lid".

Art. 5. In artikel 122 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1999, 19 december 2014 en 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, tussen het eerste en tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van een voltijdse betrekking."

2^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden ", vierentwintig of zestig" ingevoegd tussen de woorden "twaalf" en "maanden", en worden de woorden ", zoals bepaald in § 1, tweede lid." ingevoegd na de woorden "zelfstandige activiteit".

Art. 6. In artikel 123 worden in het tweede lid de woorden "12 maanden" opgeheven.

Art. 7. In artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 2014 en 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 wordt, tussen het eerste en tweede lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van de prestaties die hem normaal worden opgelegd;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van de prestaties die hem normaal worden opgelegd."

2^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "bij meer dan twaalf maanden zelfstandige activiteit" vervangen door de woorden "bij een langere zelfstandige activiteit dan toegelaten op basis van § 1, eerste of tweede lid".

Art. 8. Dans l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, remplacé par l'arrêté royal du 8 juin 2007 et modifié par l'arrêté royal du 24 janvier 2015, le 3^o est complété par une nouvelle phrase, rédigée comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 9. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 7, § 2, 3^o".

Art. 10. Dans l'article 17 de l'arrêté royal du 10 juin 2002 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, le 3^o est complété par une nouvelle phrase, rédigée comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 de la durée des prestations normalement imposées;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 de la durée des prestations normalement imposées."

2^o au paragraphe 2, 2^o, les mots ", vingt-quatre ou soixante" sont insérés entre les mots "douze" et "mois".

Art. 11. Dans l'article 18 du même arrêté, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o".

Art. 12. Dans l'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 novembre 2009 accordant au personnel de la Coopération technique belge le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, modifié par les arrêtés royaux des 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 13. Dans l'article 13 du même arrêté, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendant" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3".

Art. 8. In artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 juni 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 2015, wordt 3^o aangevuld met een nieuwe zin, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 9. In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit worden in het eerste lid de woorden "of meer dan een jaar zelfstandige activiteit telt" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 7, § 2, 3^o".

Art. 10. In artikel 17 van het koninklijk besluit van 10 juni 2002 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van de overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bestuursautonomie verkregen hebben, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 2014 en 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 wordt 3^o aangevuld met een nieuwe zin, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van de prestaties die hem normaal worden opgelegd;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van de prestaties die hem normaal worden opgelegd";

2^o in paragraaf 2, 2^o, worden de woorden ", vierentwintig of zestig" ingevoegd tussen de woorden "twaalf" en "maanden".

Art. 11. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden in het eerste lid de woorden "of meer dan een jaar zelfstandige activiteit telt" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 17, § 1, eerste lid, 3^o".

Art. 12. In artikel 12, § 1, van het koninklijk besluit van 16 november 2009 houdende toekenning aan de personeelsleden van de Belgische Technische Coöperatie van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 december 2014 en 6 december 2018, tussen het tweede en derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 13. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden in het eerste lid de woorden "of meer dan één jaar zelfstandige activiteit uitoefent" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 12, § 1, tweede of derde lid".

Art. 14. Dans l'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 avril 2013 accordant au personnel de la Cellule de Traitement des Informations financières le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, modifié par les arrêtés royaux des 9 juillet 2014, 19 décembre 2014 et 6 décembre 2018, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 15. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 2014, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3".

Art. 16. Dans l'article 23, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 avril 2014 accordant le droit au congé parental et au congé pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade à certains travailleurs, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 2018, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 17. Dans l'article 24 du même arrêté, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3".

Art. 18. Dans l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 mai 2014 accordant au membre du personnel contractuel du Service de médiation de l'Énergie le droit au congé parental et à l'interruption de carrière pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 2018, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa est inséré, rédigé comme suit :

"Les allocations d'interruption peuvent aussi être cumulées avec l'exercice d'une activité indépendante complémentaire en cas de réduction des prestations de travail. Dans ce cas, pour autant que cette activité indépendante ait déjà été exercée durant au moins les douze mois qui précèdent le début de la réduction des prestations de travail, le cumul est autorisé pendant une période maximale de :

- vingt-quatre mois, en cas de réduction d'1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein;

- soixante mois, en cas de réduction d'1/5 ou d'1/10 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein."

Art. 19. Dans l'article 15 du même arrêté, à l'alinéa premier, les mots "ou encore, compte plus d'un an d'activité indépendante" sont remplacés par les mots "ou exerce une activité indépendante plus longtemps que permis sur la base de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2 ou 3".

Art. 14. In artikel 12, § 1, van het koninklijk besluit van 29 april 2013 houdende toekenningen aan de personeelsleden van de Cel voor Financiële Informatieverwerking van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 2014, 19 december 2014 en 6 december 2018, wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 15. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 2014, worden in het eerste lid de woorden "of meer dan één jaar zelfstandige activiteit uitoefent" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 12, § 1, tweede of derde lid."

Art. 16. In artikel 23, § 1, van het koninklijk besluit van 10 april 2014 houdende toekenning van het recht op ouderschapsverlof en verlof voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid aan bepaalde werknemers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 2018, wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 17. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden in het eerste lid de woorden "of meer dan één jaar zelfstandige activiteit uitoefent" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 23, § 1, tweede of derde lid".

Art. 18. In artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit van 12 mei 2014 houdende toekenning aan de contractuele personeelsleden van de Ombudsdienst voor Energie van het recht op ouderschapsverlof en loopbaanonderbreking voor het verlenen van bijstand aan een zwaar ziek gezins- of familielid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 2018, wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De onderbrekingsuitkeringen kunnen ook gecumuleerd worden met de uitoefening van een bijkomende zelfstandige activiteit in geval van een vermindering van de arbeidsprestaties. In dat geval, in zoverre deze zelfstandige activiteit reeds uitgeoefend werd gedurende ten minste twaalf maanden die het begin van de vermindering van de arbeidsprestaties voorafgaan, wordt de cumulatie toegelaten gedurende een periode van maximum :

- vierentwintig maanden, in geval van vermindering met 1/2 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking;

- zestig maanden, in geval van vermindering met 1/5 of 1/10 van het normale aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking."

Art. 19. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden in het eerste lid de woorden "of meer dan één jaar zelfstandige activiteit uitoefent" vervangen door de woorden "of een langere zelfstandige activiteit uitoefent dan toegelaten op basis van artikel 14, § 1, tweede of derde lid".

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2019.

Art. 21. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions, le ministre qui a l'Énergie dans ses attributions, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le ministre qui a Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges dans ses attributions, et le ministre qui a les Télécommunications et la Poste dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
W. BEKE

Le Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments,
K. GEENS

Le Ministre de la Coopération au développement,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Énergie,
M. C. MARGHEM

Le Ministre de la Fonction publique, chargée de la Loterie nationale,
S. WILMES

Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges,
Fr. BELLOT

Le Ministre des Télécommunications et de la Poste,
P. DE BACKER

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2019.

Art. 21. De minister bevoegd voor Werk, de minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking, de minister bevoegd voor Energie, de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, de minister bevoegd voor Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, en de minister bevoegd voor Telecommunicatie en Post, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
W. BEKE

De Minister van Justitie, belast met de Regie der gebouwen,
K. GEENS

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE CROO

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM

De Minister van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij,
S. WILMES

De Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen,
Fr. BELLOT

De Minister van Telecommunicatie en Post,
P. DE BACKER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2019/13397]

11 JUIN 2019. — Arrêté royal octroyant un subside à l'asbl ICare à l'appui d'un projet pilote « modèle de prise en charge des personnes en détention présentant des problèmes liés aux drogues »

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de finances pour l'année budgétaire 2019 du 21 décembre 2018, notamment le budget départemental du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2019;

Considérant l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, l'article 1^{er};

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Considérant la proposition de projet pour la période du du 16 janvier 2019 au 31 mars 2020 introduite le 8 novembre 2018 par l'asbl ICare auprès de la Ministre de la Santé publique reprenant les objectifs, les actions, les groupes cibles et le budget du projet « modèle de prise en charge des personnes en détention présentant des problèmes liés aux drogues »;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et de de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Un subside de 120.632 euros, imputable à l'allocation de base AB 25 51 42 33 00 01, du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, ci-après dénommé SPF SPSCAE, année budgétaire 2019, est alloué à l'asbl ICare (Rue Frans Binjé 25 1030 Schaerbeek), numéro de compte : IBAN : BE73 0689 0429 5560; BIC : GKCCBEBB, numéro d'entreprise 0643 899 163 pour sa mission décrite à l'article 4.

§ 2. Ce montant porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2019 jusqu'au 15 décembre 2019 inclus, pour l'Etablissement Pénitentiaire Bruxelles.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C - 2019/13397]

11 JUNI 2019. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage aan de vzw ICare ter ondersteuning van een pilootproject "drughulpverleningsprogramma voor personen in detentie"

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de financiewet voor het begrotingsjaar 2019 van 21 december 2018, inzonderheid de departementale begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2019;

Overwegende het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, artikel 1;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 houdende de organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Overwegende het projectvoorstel voor de periode van 16 januari 2019 tot en met 31 maart 2020 ingediend op 8 november 2018 door vzw ICare bij de Minister van Volksgezondheid, dat de doelstellingen, de acties, de doelgroepen en de budgettering van het project "drughulpverleningsprogramma voor personen in detentie" herneemt;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Een toelage van 120.632 euro ten laste van basisallocatie BA 25 51 42 33 00 01, van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, hierna FOD VVVL genoemd, begrotingsjaar 2019, wordt toegekend aan de vzw ICare, (Frans Binjéstraat 25 1030 Schaerbeek), rekeningnummer : IBAN : BE73 0689 0429 5560; BIC : GKCCBEBB, ondernemingsnummer 0643 899 163 voor haar opdracht beschreven in artikel 4.

§ 2. Dit bedrag heeft betrekking op de periode van 1ste juli 2019 tot en met 15 december 2019 voor de Brusselse Penitentiaire Instelling.